



## 1 NOUVELLE PROCÉDURE APPLICABLE AUX ACCORDS DE COLLABORATION PORTANT SUR LA R&D

- 1.1 Le CERN veillera à ce que les institutions concernées des États membres et États membres associés, ainsi que celles d'autres pays, aient connaissance des possibilités de collaboration avec le CERN et soient en mesure de manifester leur intérêt, à condition que ces institutions remplissent les critères d'éligibilité dans les différents domaines identifiés par le CERN et puissent démontrer leur compétence technique et leur expérience dans le domaine en question. Les possibilités de collaborations portant sur la R&D seront annoncées sur la page web du Service des achats.
- 1.2 Les projets de R&D sont généralement pluriannuels par nature et, par définition, il n'y a pas de garantie que le résultat obtenu soit satisfaisant. Dans le cadre de la présente politique, les institutions prendront leur part des risques inhérents à la R&D et engageront leurs propres ressources, en personnel et en matériel. Cette approche reflète la nécessité d'un intérêt stratégique à long terme partagé entre le CERN et les institutions partenaires. Dans ce contexte, celles-ci doivent explicitement confirmer qu'elles consentent à prendre leur part des risques et à contribuer aux coûts liés à la collaboration. Le périmètre de chaque collaboration sera défini conjointement entre le CERN et l'institution concernée.
- 1.3 L'efficacité de la présente politique sera réexaminée périodiquement, et, sur la base des enseignements tirés de l'expérience, la procédure sera mise à jour si nécessaire.

## 2 SÉLECTION DES INSTITUTIONS

Pour le choix des institutions avec lesquelles il entend conclure des accords de collaboration portant sur la R&D, le CERN tient compte des critères suivants :

- compétence technique et expérience actuelles de l'institution dans le domaine en question ;
- volonté de la part de l'institution de participer à la collaboration et de prendre sa part des coûts associés et des risques liés à la R&D ;
- capacité de l'institution à réaliser les activités de R&D en temps voulu suivant les besoins du CERN ;
- potentiel de mise en place de relations à long terme, dont pourraient dépendre de futurs projets du CERN ;

- pays dans lequel est établie l'institution, compte tenu de l'objectif consistant à mettre en place un réseau mondial de collaborateurs, conformément aux recommandations de la stratégie.

### 3 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 3.1 Si le CERN n'est pas le titulaire des droits de propriété intellectuelle associés aux éléments développés dans le cadre d'un accord de collaboration sur la R&D, l'accord précisera que le CERN dispose d'une licence gratuite, non exclusive, irrévocable, mondiale et perpétuelle pour l'utilisation de la propriété intellectuelle en question pour l'exécution de son programme scientifique par l'Organisation ou par ses partenaires et contractants. Dans ce dernier cas, le CERN aura le droit d'accorder des licences directement aux partenaires et contractants de son choix.

### 4 PROPOSITIONS, FINANCEMENTS ET PARTAGE DES COÛTS

- 4.1 Tous les accords de collaboration liés à une contribution financière du CERN d'un montant supérieur à 200 000 francs suisses seront soumis au Comité des finances pour approbation.
- 4.2 Le coût total des activités de R&D sera partagé entre les institutions et le CERN. La part prise en charge par le CERN dans le cadre d'un accord de collaboration donné sera imputée aux budgets des projets et études concernés.